

## Dossier d'été : Les principales ordonnances parues au Journal officiel depuis le début de l'année 2017

### Dossier d'été : Les principales ordonnances parues au Journal officiel depuis le début de l'année 2017

30/08/2017

#### Dossier d'été : Les principales ordonnances parues au Journal officiel depuis le début de l'année 2017

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

- Ordonnance n° 2017-9 du 5 janvier 2017 relative à la **sécurité sanitaire [JO 6 janvier 2017]** ;
- Ordonnance n° 2017-27 du 12 janvier 2017 relative à **l'hébergement de données de santé à caractère personnel [JO 13 janvier 2017]**. – *Modification du Code de la santé publique et du Code du patrimoine. – Ce texte entre en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1er janvier 2019 (cf. art. 3, I) ;*
- Ordonnance n° 2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la **constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire [JO 13 janvier 2017]**. – *Modification du Code de la santé publique, du Code du travail, de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 ;*
- Ordonnance n° 2017-29 du 12 janvier 2017 relative aux **conditions de reconnaissance de la force probante des documents comportant des données de santé à caractère personnel créés ou reproduits sous forme numérique et de destruction des documents conservés sous une autre forme que numérique [JO 13 janvier 2017]**. – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-30 du 12 janvier 2017 relative à **l'égal accès des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des établissements et organismes mentionnés aux articles L. 1142-22, L. 1222-1, L. 1413-1, L. 1418-1, L. 1431-1 et L. 5311-1 du Code de la santé publique [JO 13 janvier 2017]**. – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de **mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [JO 13 janvier 2017]**. – *Modification du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'éducation, du Code général des impôts, de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 et de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 ;*
- Ordonnance n° 2017-45 du 19 janvier 2017 **relative aux conditions d'accès aux données**

---

**couvertes par le secret médical ou le secret industriel et commercial pour le compte de l'Autorité de sûreté nucléaire et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire et à la mutualisation de certaines fonctions d'agences sanitaires nationales [JO 20 janvier 2017].** – *Modification du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'environnement et de l'ordonnance n° 2016-128 du 10 février 2016 ;*

- Ordonnance n° 2017-46 du 19 janvier 2017 relative à la **prise en charge de la rémunération des personnels des établissements de santé mis à disposition des inspections générales interministérielles et abrogeant les dispositions relatives aux conseillers généraux des établissements de santé [JO 20 janvier 2017].** – *Modification du Code de la santé publique et de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 ;*
- Ordonnance n° 2017-47 du 19 janvier 2017 précisant la **procédure de fusion des établissements publics de santé** et *modifiant le Code de la santé publique [JO 20 janvier 2017] ;*
- Ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la **profession de physicien médical**[**JO 20 janvier 2017**]. – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-49 du 19 janvier 2017 relative aux **avantages offerts par les personnes fabriquant ou commercialisant des produits ou des prestations de santé [JO 20 janvier 2017].** – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 5) - Modification du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la **reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé** – *Modification du Code de la santé publique, du Code de l'éducation et de L. n° 2004-806, 9 août 2004 ;*
- Ordonnance n° 2017-51 du 19 janvier 2017 portant **harmonisation des dispositions législatives relatives aux vigilances sanitaires [JO 20 janvier 2017].** - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 7) – Modification du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-52 du 19 janvier 2017 **modifiant l'objet de l'Association pour l'accès aux garanties locatives et de l'association Foncière Logement [JO 20 janvier 2017].** – *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*
- Ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant **diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique [JO 20 janvier 2017].** – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 12) - Modification de plusieurs textes non codifiés.*
- Ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 **relative à l'autorisation environnementale [JO 27 janvier 2017].** – *Modification du Code de l'environnement, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'énergie, du Code forestier, du Code minier, du Code du patrimoine, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de l'urbanisme, de la loi n°74-696 du 7 août 1974, loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010, loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, de l'ordonnance n° 2016-1058 du 3 juillet 2016. – Abrogation de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014, de l'*

ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017 (cf. art. 15 et 16) ;

- Ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 *modifiant les articles L. 171-7 et L. 171-8 du **Code de l'environnement** [JO 3 février 2017] ;*
- Ordonnance n° 2017-192 du 16 février 2017 relative à l'**adaptation des dispositions législatives relatives aux ordres des professions de santé**[JO 17 février 2017]. - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 19) – Modification du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-269 du 2 mars 2017 portant **dispositions relatives à l'outre-mer du Code de la consommation** [JO 3 mars 2017]. - *Entrée en vigueur à la date d'entrée en vigueur du décret portant dispositions relatives à l'outre-mer du Code de la consommation et au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2017 – Modification du Code de la consommation et de l'ordonnance n° 2016-301 du 14 mars 2016 ;*
- Ordonnance n° 2017-303 du 9 mars 2017 relative aux **actions en dommages et intérêts du fait des pratiques anticoncurrentielles** [JO 10 mars 2017]. – *Modification du Code de commerce, du Code de la consommation, du Code de justice administrative, du Code de l'organisation judiciaire. – Ce texte entre en vigueur le lendemain de sa publication (cf. art. 12, I) ;*
- Ordonnance n° 2017-378 du 23 mars 2017 portant **extension et adaptation à Mayotte du Code de la voirie routière** [JO 24 mars 2017]. – *Modification du Code de la voirie routière et du décret du 28 septembre 1926 ;*
- Ordonnance n° 2017-484 du 6 avril 2017 relative à la **création d'organismes dédiés à l'exercice de l'activité de retraite professionnelle supplémentaire et à l'adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unités de rente** [JO 7 avril 2017]. – *Modification du Code des assurances, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité, du Code de la sécurité sociale, du Code de commerce, du Code de la consommation, du Code général des impôts, de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et de l'ordonnance n° 2006-344 du 23 mars 2006. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières ;*
- Ordonnance n° 2017-543 du 13 avril 2017 portant diverses mesures relatives à la **mobilité dans la fonction publique** [JO 14 avril 2017]. – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- **Ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques** [JO 20 avril 2017]. –*Modification du Code général de la propriété des personnes publiques et du Code général des collectivités territoriales ;*
- Ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'**adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé** [JO 28 avril 2017 et rectificatif JO 13 mai 2017]. – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 14) - Modification du Code de la santé publique, du Code de la sécurité*

---

*sociale et de plusieurs textes non codifiés ;*

- Ordonnance n° 2017-647 du 27 avril 2017 relative à la **prise en compte de l'ancienneté dans les contrats de travail à caractère saisonnier et à leur reconduction [JO 28 avril 2017]**. – *Modification du Code du travail ;*
- Ordonnance n° 2017-650 du 27 avril 2017 **modifiant le livre III du Code du patrimoine [JO 28 avril 2017]**. – *Et modification du Code général des collectivités territoriales ;*
- Ordonnance n° 2017-651 du 27 avril 2017 **relative aux immeubles et objets mobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques** – *Entrée en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1er janvier 2018 [JO 28 avril 2017]*. – *Modification du Code du patrimoine, du Code de l'environnement, du Code de l'expropriation, du Code général des collectivités territoriales, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code de l'urbanisme et du Code de la voirie routière ;*
- Ordonnance n° 2017-734 du 4 mai 2017 portant **modification des dispositions relatives aux organismes mutualistes [JO 5 mai 2017]**. – *Modification du Code de la mutualité et du Code de la sécurité sociale ;*
- Ordonnance n° 2017-747 du 4 mai 2017 portant **diverses mesures facilitant la prise de décision et la participation des actionnaires au sein des sociétés [JO 5 mai 2017]**. – *Modification du Code de commerce ;*
- Ordonnance n° 2017-748 du 4 mai 2017 relative à **l'agent des sûretés [JO 5 mai 2017]**. – *Modification du Code civil. – Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2017 (cf. art. 4) ;*
- Ordonnance n° 2017-762 du 4 mai 2017 modifiant la **partie législative du Code du cinéma et de l'image animée [JO 5 mai 2017]**. – *Modification du Code du cinéma et de l'image animée. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er janvier 2018 (cf. art. 43) ;*
- Ordonnance n° 2017-970 du 10 mai 2017 **tendant à favoriser le développement des émissions obligataires [JO 11 mai 2017 et rectificatif JO 3 juin 2017]**. – *Modification du Code de commerce, du Code monétaire et financier, du Code général des collectivités territoriales, du décret-loi du 30 octobre 1935. – Abrogation de la loi du 11 juillet 1934 ;*
- Ordonnance n° 2017-1090 du 1er juin 2017 relative aux **offres de prêt immobilier conditionnées à la domiciliation des salaires ou revenus assimilés de l'emprunteur sur un compte de paiement [JO 3 juin 2017]**. – *Modification du Code de la consommation ;*
- Ordonnance n° 2017-1092 du 8 juin 2017 relative aux **composantes de la rémunération du pharmacien d'officine [JO 9 juin 2017]**. – *Modification du Code de la sécurité sociale et du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-1107 du 22 juin 2017 relative aux **marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des**

**entreprises d'investissement [JO 27 juin 2017].** – *Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 – Modification du Code monétaire et financier, du Code de commerce, du Code général des impôts, du Code civil, du Code du travail et du Code du travail applicable à Mayotte ;*

- Ordonnance n° 2017-1117 du 29 juin 2017 relative aux **règles de conservation, de sélection et d'étude du patrimoine archéologique mobilier [JO 30 juin 2017].** – *Modification du Code du patrimoine et du Code général de la propriété des personnes publiques ;*
- Ordonnance n° 2017-1134 du 5 juillet 2017 portant diverses dispositions communes à l'ensemble du **patrimoine culturel [JO 6 juillet 2017].** – *Ce texte entre en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2018 - Modification du Code du patrimoine et du Code général de la propriété des personnes publiques ;*
- Ordonnance n° 2017-1142 du 7 juillet 2017 portant **simplification des obligations de dépôt des documents sociaux pour les sociétés établissant un document de référence [JO 8 juillet 2017].** – *Modification du Code de commerce ;*
- Ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 portant **diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés [JO 13 juillet 2017].** – *Modification du Code de commerce et du Code monétaire et financier ;*
- Ordonnance n° 2017-1177 du 19 juillet 2017 **portant extension et adaptation des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte [JO 21 juillet 2017].** – *Modification du Code de l'action sociale et des familles et de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002. – Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2017 ;*
- Ordonnance n° 2017-1178 du 19 juillet 2017 relative à **l'adaptation du Code de la santé publique à Mayotte [JO 21 juillet 2017].** – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-1179 du 19 juillet 2017 **portant extension et adaptation outre-mer de dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [JO 21 juillet 2017].** – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à **la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises [JO 21 juillet 2017].** – *Modification du Code de commerce, du Code monétaire et financier, du Code des assurances, du Code de la sécurité sociale, du Code de la mutualité, du Code du travail et du Code rural et de la pêche maritime et de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 ;*
- Ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant **transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur [JO 10 août 2017].** – *Modification du Code monétaire et financier et du Code de la consommation. – Ce texte entre en vigueur le 13 janvier 2018. Il contient également des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 34) ;*

**La Rédaction législation**

© LexisNexis SA